REPUBLIQUE POPULAIRE DU BENIN

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 85-34 du 6 Février 1985

portant modalités d'intervention du Centre National d'Essais et de Recherches des Travaux Publics (CNERTP) en matière de contrôle des matériaux de construction

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU
CONSEIL EXECUTIF NATIONAL,

- VU l'ordonnance N° 77-32 du 9 septembre 1977 portant promulgation de la Loi Fondamentale de la République Populaire du Bénin et les lois constitutionnelles qui l'ont modifiée,
- VU le décret N° 84-322 du 3 Août 1984 portant composition du Conseil Exécutif National et de son Comité Permanent,
- VU le décret N° 84-479 du 17 Décembre 1984 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Équipement et des Transports,
- VU le décret N° 83-455 du 23 Décembre 1983 portant approbation des Statuts du Centre National d'Essais et de Recherches des Travaux Publics (CNERTP),
- VU la loi N° 82-008 du 30 Décembre 1982 régissant les rapports entre l'Etat, les Offices, les Sociétés d'Etat, les Sociétés d'Economie Mixte et celles dans lesquelles l'Etat a une prise de participation et fixant leurs modalités de gestion,
- SUR proposition du Ministre de l'Équipement et des Transports,
- LE Conseil Exécutif National entendu en sa séance du Mercredi 3 Octobre 1984,

DECRETE :

CHAPITRE PREMIER

Modalités de Contrôle des matériaux de Construction importés ou fabriqués sur le territoire national

ATTRIBUTIONS

Article 1er. - Le Centre National d'Essais et de Recherches des Travaux Publics (CNERTP), en vertu des dispositions du décret N° 83-455 du 23 Décembre 1983 portant approbation de ses Statuts, est chargé, entre autres activités :

- d'intervenir sur tous les chantiers de construction des Travaux Publics et de Bâtiments en cours ;

- de contrôler la qualité des matériaux de construction.

.../...

Contrôle des matériaux de Construction importés

Article 2.- L'enlèvement de toutes commandes de matériaux de Construction est subordonné au prélèvement préalable, par le Centre National d'Essais et de Recherches des Travaux Publics, d'échantillons, en vue des essais de qualité.

Le Centre National d'Essais et de Recherches des Travaux Publics est tenu d'effectuer ledit prélèvement à l'occasion de la visite en douane et devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter tout blocage dans les opérations d'enlèvement.

Article 3.- Dans le cadre de l'application des dispositions de l'article 2 ci-dessus, le Directeur Général du Centre National d'Essais et de Recherches des Travaux Publics devra désigner un Agent qui sera en relation permanente avec la Direction des Douanes et Droits Indirects.

Article 4.- La mise en vente de tout matériel de construction ne sera autorisée qu'après les résultats des essais de contrôle fournis par le Centre National d'Essais et de Recherches des Travaux Publics et justifiant de sa bonne qualité.

Article 5.- A l'occasion de chaque prélèvement d'échantillon et suivant la nature des matériaux, le Centre National d'Essais et de Recherches des Travaux Publics précisera le délai de remise des résultats des essais, qui ne peut excéder vingt et un (21) jours.

Article 6.- Tout importateur de matériaux de construction est tenu de saisir par avance, par écrit, le Centre National d'Essais et de Recherches des Travaux Publics, de la date d'arrivée de ses marchandises.

Contrôle des matériaux de construction fabriqués dans les Usines Locales

Article 7.- Le Centre National d'Essais et de Recherches des Travaux Publics organisera des visites dans les Usines Locales de fabrication, pour juger du niveau de leur organisation et de leur production en vue de déterminer la cadence des prélèvements et le nombre des essais à effectuer.

Article 8.- Le Centre National d'Essais et de Recherches des Travaux Publics soumettra un rapport sur ces visites à l'appréciation du Comité National des Normes. Les essais seront faits après approbation de ces rapports et facturés sur la base du bordereau des prix unitaires.

CHAPITRE II

Contrôle des matériaux de construction sur les chantiers

CHANTIERS D'ÉTAT D'EXPLOITATION ADMINISTRATIVE OU INDUSTRIELLE

Article 9.- Tout entrepreneur travaillant pour le compte de l'Etat est tenu de faire appel au Centre National d'Essais et de Recherches des Travaux Publics pour l'étude de sol et pour le contrôle de la mise en oeuvre de tout matériel de construction.

.../...

Article 10. - Les entrepreneurs qui n'auront pas satisfait à cette exigence seront pénalisés de la manière suivante :

Le Centre National d'Essai et de Recherches des Travaux Publics procédera à une expertise aux frais de l'entrepreneur. En fonction des résultats de cette expertise, trois cas seront à considérer :

1er cas : résultats satisfaisants :

Pénalité de 3 % du montant global des corps d'état expertisés.

2ème cas : résultats passables

Pénalité de 5 % du montant global des corps d'état expertisés

3ème cas : résultats mauvais

Pénalité de 5 % du montant global des corps d'état expertisés et destruction de l'ouvrage.

Article 11. - L'Entrepreneur peut faire appel à une contre-expertise.

Chantiers à usage personnel

Article 12. - Toute personne entreprenant des travaux de construction est tenue de faire appel au Centre National d'Essais et de Recherches des Travaux Publics pour l'étude de sol et pour le contrôle de la mise en oeuvre des matériaux de construction.

Elle devra, par la suite, se servir des résultats de la carte géotechnique mise à sa disposition par le Centre National d'Essais et de Recherches des Travaux Publics et donnant les caractéristiques du sol pour dimensionner les fondations.

Article 13. - En fonction de l'importance de l'ouvrage à construire, les cas suivants seront à distinguer :

a) - Zones stables

. Bâtiment à deux niveaux (Rez-de-chaussée + 1 étage)

L'intervention du Centre National d'Essais et de Recherches des Travaux Publics n'est pas nécessaire.

. Bâtiment de plus de deux niveaux. Une étude complémentaire est nécessaire aux frais du propriétaire.

b) - Zones instables

. Bâtiment à deux niveaux

Une étude spécifique du sol est nécessaire.

. Bâtiment de plus de deux niveaux.

L'étude spécifique du sol et le contrôle de mise en oeuvre des matériaux aux frais du propriétaire sont nécessaires.

Article 14. - La délivrance de toute autorisation de construire doit tenir compte des dispositions des articles 11 et 12 du présent décret.

Article 15. - Le prix des interventions du Centre National d'Essais et de Recherches des Travaux Publics doit être égal aux dépenses réelles engagées sur le terrain par le Centre, majorées de 3 à 5 % de ces dépenses, suivant les difficultés du terrain.

Article 16. - Le Ministre de l'Equipement et des Transports, le Ministre des Finances et de l'Economie et le Ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Cotonou, le 6 Février 1985.

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Président du Conseil
Exécutif National,

Mathieu KEREKOU

Pour le Ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme absent,
le Ministre des Affaires Etrangères
et de la Coopération chargé de l'intérim,

Le Ministre des Finances et de
l'Economie,

Frédéric AFFO

Hospice ANTONIO

Le Ministre de l'Equipement et
des Transports,

Girigisson GADO

Ampliations : PR 8 SA/CC/PRPB 4 CP/ANR 4 CPC 6 PPC 2 SGCEN 4 SPD 2
MFE-MET - MCAT 8 AUTRES MINISTERES 12 DPE-DLC-INSAE-BCP 8 IGE ET SES
SECTIONS 4 DCCT-GDE CHANC. - ONEPI 13 CNERTP 2 BN-DAN 4 PREFETS 6
JORPB 1.-